

Concours : ENM COMPLÉMENTAIRE

Epreuve : DROIT PÉNAL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Si les violences sexuelles ne constituent pas un phénomène nouveau, les dernières décennies ont été le théâtre d'une médiatisation exponentielle de leurs manifestations : affaires de pédophilie dans l'Eglise, affaires de violences sexuelles dans le sport, notamment de haut niveau, mouvement "MeToo", affaires d'inceste et de pédophilie impliquant des personnalités médiatiques...

Les violences sexuelles peuvent se définir comme un acte de nature sexuelle imposé à autrui au mépris de son consentement. Elles constituent donc une sous-catégorie des infractions à caractère sexuel, plus larges, dont elles peuvent se distinguer par la nécessité d'un contact avec le corps de la victime. Elles regroupent ainsi principalement le viol et les agressions sexuelles autres que le viol.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les violences sexuelles et leur appréhension par le droit pénal ne sont pas un phénomène nouveau. Au Moyen-Âge déjà, les violences sexuelles étaient sanctionnées, au même titre que d'autres infractions à caractère sexuel telles que les relations sexuelles adultères de la femme mariée ou les relations sexuelles entre personnes de même sexe. Mais il s'agissait plus, à cette époque, de préserver la morale publique et les mœurs, sous l'influence de la religion catholique, que de protéger la liberté et le consentement de l'individu.

Avec le droit révolutionnaire et le siècle des lumières, la volonté de préserver les libertés collectives puis individuelles est apparue. Il a néanmoins fallu

attendue la 2^{ème} moitié du XX^e siècle pour que ce courant libéral atteigne la sphère de l'intime et notamment celle de la sexualité. Cette fondamentalisation de la liberté sexuelle, opérée notamment sous l'influence de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme qui consacre, dans son article 8, le droit au respect de la vie privée et familiale, auquel est rattaché le droit au respect de la liberté sexuelle, empêche pour l'Etat deux obligations. La première consiste en une obligation négative : celle de ne pas prévoir d'incriminations qui porteraient atteinte injustifiée à la liberté sexuelle. Cette obligation négative a notamment conduit à la dépenalisation de l'adultère en 1975 puis à celle de l'homosexualité en 1982.

La seconde consiste en une obligation positive ; celle de préserver la liberté sexuelle des individus, liberté d'avoir des relations sexuelles ou de ne pas en avoir.

C'est dans ce contexte ambivalent relatif à la liberté sexuelle que l'appréhension des violences sexuelles par le droit pénal intervient : si le droit pénal ne peut interdire les relations sexuelles librement et réciproquement consenties, son intervention redvient nécessaire lorsque ces relations sont imposées à autrui. Le droit pénal ne fait donc en la matière qu'appliquer le célèbre adage « la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres ».

5' agissant plus spécifiquement du droit pénal français, nous démontrerons qu'il attache une importance particulière et croissante à la protection du consentement en matière sexuelle et à la lutte contre les violences sexuelles.

Pour ce faire, il procède à une incrimination extensive des violences sexuelles (I.) en vue d'une répression renforcée de ces infractions (II.).

I. L'INCRIMINATION EXTENSIVE DES VIOLENCES SEXUELLES

Le droit pénal français accorde une attention particulière au respect du consentement de l'individu en matière sexuelle. Le consentement est érigé en critère de l'interdit en la matière et son mépris empêche la caractérisation de la violence sexuelle. Nous démontrerons que si les violences sexuelles

font l'objet d'une incrimination relativement orthodoxe de façon générale (A.), elles suscitent une incrimination élargie lorsqu'elles sont commises à l'encontre de jeunes victimes (B.).

A. L'orthodoxie de l'incrimination des violences sexuelles commises à l'égard de toute personne.

L'article 222-22 du Code pénal définit les agressions sexuelles au sens large, les violences sexuelles, comme « toute atteinte sexuelle commise avec violence, contrainte, menace ou surprise ».

Deux composantes des violences sexuelles se dégagent de cette définition : une atteinte sexuelle d'une part, et le mépris du consentement de la victime d'autre part.

S'agissant de l'atteinte sexuelle, force est de constater que la notion peut sembler relativement imprécise. Néanmoins, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a pu considérer, dans son arrêt du 07/08/2013, qu'elle ne portait pas atteinte au principe de légalité des délits et des peines et à l'exigence de définition claire et précise de la loi pénale.

La jurisprudence est par ailleurs venue préciser, dans l'arrêt de la Cour de cassation du 03/03/2021, cette notion d'atteinte sexuelle : si elle suppose bien un contact physique entre l'auteur et la victime, son caractère sexuel n'exige pas que ce contact ait lieu sur une zone sexuelle du corps, mais peut se déduire d'un contexte sexuel.

S'agissant ensuite du mépris du consentement de la victime, l'article 222-22 du Code pénal fait référence à 4 procédés, que l'on peut regrouper en 2 grandes catégories : le consentement peut être usurpé ou il peut être absent.

Le consentement de la victime à l'acte sexuel est dit usurpé lorsqu'il est obtenu par contrainte, menace ou surprise. Ainsi, la surprise de la victime peut résulter d'un stratagème mis en place par l'auteur pour méprendre la victime sur l'identité du partenaire sexuel avec qui elle consent à l'acte sexuel (Crim. 04/09/2003).

Concernant la contrainte, l'article 222-22-1 du Code pénal précise qu'elle peut être physique ou morale.

Le consentement de la victime sera considéré comme

absent lorsque l'acte sexuel est réalisé, obtenu par violence. Si les critères relatifs au mépris du consentement de la victime sont appréhendés de façon relativement orthodoxe lorsque la victime est majeure, ils posent en revanche plus de difficultés lorsque la victime est mineure, ce qui a nécessité une adaptation progressive des incriminations de violences sexuelles.

B. L'élargissement de l'incrimination des violences sexuelles commises à l'encontre des victimes mineures.

Les violences sexuelles se manifestent lorsque le consentement à l'acte sexuel est soit absent, soit pas libre et éclairé. La question du consentement du mineur à l'acte sexuel a pu soulever de nombreux débats.

Lorsque l'acte sexuel est obtenu du mineur par menace ou violence, la violence sexuelle est caractérisée. Mais nombreuses sont les situations où la violence à l'encontre du mineur ne peut être caractérisée, la victime ne s'étant pas débattue voire ayant pu laisser penser à l'auteur qu'elle était consentante, sans pour autant bénéficier du discernement nécessaire à la compréhension de la portée de l'acte auquel elle consent. Afin de palier ces difficultés, les tribunaux ont dû avoir recours à la notion de contrainte et de surprise, qu'ils retenaient notamment en raison du très jeune âge de la victime ou de l'autorité que détenait l'auteur des faits sur la victime.

Ces solutions ont pu être consacrées par le législateur qui a entériné, en plusieurs étapes, ces solutions au sein de l'article 22-22-1 du Code pénal, par une extension progressive de la notion de contrainte et de surprise, en 2010 puis en 2018.

Néanmoins, cette extension de la prise en considération de l'usurpation du consentement du mineur à l'acte sexuel ne permettant pas d'appréhender de façon satisfaisante les violences sexuelles commises à l'encontre du mineur, le législateur est une nouvelle fois intervenu.

Concours : ENM COMPLÉMENTAIRE

Epreuve : DROIT PENAL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En incriminant, par la loi du 21/04/2021, les relations sexuelles incestueuses et les relations sexuelles entre un mineur de 15 ans et un majeur ayant au moins 5 ans de plus, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'absence de consentement de la victime. Le législateur a ainsi contourné la difficulté de caractériser l'absence ou le défaut affectant le consentement du mineur à l'acte sexuel en incriminant, à titre autonome, des comportements qui, profitant de la vulnérabilité des jeunes victimes, n'en constituent pas moins des violences sexuelles.

Outre élargi l'incrimination des violences sexuelles à l'encontre du mineur victime, la loi du 21/04/2021 est également venue renforcer leur répression, faisant passer la peine encourue pour le viol de 15 à 20 ans de réclusion criminelle en présence d'un viol assimilé prévu par l'article 222-23-1 du Code pénal ou d'un viol incestueux prévu par l'article 222-23-2 du Code pénal, témoignant d'une volonté répressive accrue du droit pénal à l'encontre des violences sexuelles.

II. LA REPRESSION RENFORCÉE DES VIOLENCES SEXUELLES

Cette volonté de répression renforcée des violences sexuelles par le droit pénal français se manifeste par une répression aggravée des violences sexuelles d'une part (A), et par leur répression facilitée d'autre part (B.).

A. La répression aggravée des violences sexuelles.
Cette aggravation de la répression des violences

N°

51.7

sexuelles connaît plusieurs manifestations.

D'une part, depuis la loi du 17/06/1998, les délits d'agressions sexuelles et d'atteintes sexuelles sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction en application de l'article 132-16-1 du Code pénal, afin de faciliter la prise en compte de la dangerosité de l'agent pour la répression.

D'autre part, le législateur est intervenu à plusieurs reprises pour étendre les qualifications criminelles de violences sexuelles, au détriment de qualifications correctionnelles. Cela a tout d'abord été le cas par la précision et l'extension de la notion de pénétration, qui distingue le viol de l'agression sexuelle. Au départ, seule la pénétration de la victime par le sexe de l'auteur était caractéristique du viol. Progressivement, cette notion a été étendue, de sorte qu'aujourd'hui, en vertu de l'article 222-23 du Code pénal, « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit », est constitutif de l'élément matériel du viol.

De même, la loi du 21/04/2021 est venue ajouter, comme élément constitutif du viol, « tout acte bucco-génital ».

Ainsi, de nombreuses infractions de violences sexuelles, autrefois sanctionnées de façon délictuelle ou non constitutives du crime de viol au regard du principe de l'interprétation stricte de la loi pénale rigoureusement appliquée par les tribunaux, se voient aujourd'hui criminalisées, témoignant d'une volonté de répression renforcée des violences sexuelles. Mais le droit pénal facilite par ailleurs la répression des violences sexuelles.

B. La répression facilitée des violences sexuelles

La répression des violences sexuelles est facilitée à plusieurs égards.

D'une part, l'article 222-22 du Code pénal, dans sa rédaction du 17/06/1998, facilite leur répression en prévoyant dans son alinéa 3 une extension de la compétence des juridictions françaises lorsque ces violences sont commises à l'étranger contre un mineur par un Français.

Ensuite, l'article 226-14 du Code pénal instaure une exception au devoir de secret professionnel, avec l'accad de la victime majeure, voire sans son accad lorsque la victime est mineure ou vulnérable, situation dans laquelle le professionnel se voit même appliquer une obligation par l'article 434-3 du Code pénal de dénoncer ces faits aux autorités compétentes, sous peine de sanction pénale aggravée lorsque la victime mineur a moins de 15 ans.

Enfin, le législateur a instauré un système dérogatoire de prescription de l'action publique en matière de violences sexuelles : prescription suspendue pendant la minorité voire prescription glissante par la loi de 2021.

N°

.../...